



Le mouvement social qui s'est développé avec ampleur à l'automne 2010 s'est imposé comme un refus clair de la scandaleuse réforme des retraites imposée par le gouvernement, mais ce mouvement social est aussi à interpréter comme l'expression plus globale d'exigences sur l'emploi, les conditions de travail, et les salaires.

Le gouvernement avait fixé au 19 avril le rendez vous salarial annuel : il n'a débouché sur aucune proposition répondant aux attentes réelles des agents. Quand, dans le privé, les négociations peuvent aboutir à des hausses, souvent limitées, parfois seulement symboliques, l'Etat, lui, se permet de se comporter en mauvais patron !

En effet, le gouvernement mène dans la Fonction Publique **une politique d'austérité qui vient aggraver une situation causée par le refus d'augmenter la valeur du point d'indice pour compenser les effets de l'inflation** (au point que, régulièrement, pour maintenir le minimum de traitement au niveau du SMIC, le gouvernement doit ajouter des points en bas de grille indiciaire).

Ainsi, les agents de la Fonction publique de l'hospitalière, de la territoriale et de l'Etat ont déjà connu **une baisse importante de leur pouvoir d'achat et vont voir une amplification de cette baisse par :**

- le gel des salaires, projeté pour 2011, et envisagé pour 2012 et 2013 dans les prévisions de la loi de finance triennale
- l'augmentation des retenues pour pension dans l'inacceptable loi de réforme des retraites.
- l'augmentation des cotisations de mutuelle dans le cadre de la taxation des mutuelles adoptée en loi de finances pour la sécurité sociale.

Cette politique salariale n'est bien sûr que le reflet de l'attaque plus générale dont sont victimes les services publics, notamment à travers la RGPP vaste entreprise de démantèlement de ces services publics.

QUELQUES CHIFFRES :

- Perte de pouvoir d'achat supérieure à 10% en 10 ans
- Augmentation de la retenue pour pension (pour les titulaires) qui sera équivalente en 2020 à une journée de salaire par mois.
- Diminution de la part des richesses consacrée aux salaires des fonctionnaires qui est passée de 4,4% à 3,6% entre 1999 et 2009

Face à ces réalités, le gouvernement se borne à n'offrir que des réponses inappropriées (comme l'individualisation des rémunérations) et à développer un discours mensonger visant à laisser croire que la Fonction publique connaît de véritables hausses de pouvoir d'achat.

Le président Sarkozy nous a dit que le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux serait la porte ouverte à des revalorisations salariales : non seulement nous étions contre cette politique dont nous pouvons constater au quotidien les conséquences dramatiques, mais nous pouvons aussi aujourd'hui dénoncer le mensonge de ce président qui décide d'alléger l'ISF au moment même où les agents publics voient leurs salaires gelés ! Les organisations syndicales **CFDT - CFTC - CGC - CGT - FO - FSU - SOLIDAIRES - UNSA** appellent donc unitairement à être

EN GREVE LE MARDI 31 MAI 2011

et à manifester pour exiger une augmentation immédiate et conséquente du point d'indice, suivie de l'ouverture d'une véritable négociation sur :

- les mesures de rattrapage ;
- une revalorisation des grilles indiciaires.

Parce que vous êtes convaincus que le combat pour **une véritable politique salariale dans la Fonction publique** est le même que celui pour **l'arrêt des suppressions de poste, pour de meilleures conditions de travail, et pour un service public de qualité,**

MANIFESTATION DEPARTEMENTALE

RODEZ, 14H30, PLACE D'ARMES